

aussi communiqué directement avec moi pour me faire part de leur opinion sur les propositions.

Bien que j'aie présenté à la Chambre un aperçu général de ce que pensent les habitants de ma circonscription, je dois apporter quelques précisions au sujet de certaines observations qui se distinguaient de la masse.

En général, les opinions des gens qui sont déjà allés au Québec diffèrent de la plupart des électeurs qui n'y ont jamais mis les pieds. Les premiers trouvent les Québécois chaleureux et généreux. Selon eux, on y est bien accueilli partout et les Québécois ne diffèrent pas sensiblement des autres gens qu'ils ont rencontrés dans leur vie.

Certes, les Québécois parlent une autre langue, mais ce sont des gens travailleurs qui, à l'instar des habitants de la Colombie-Britannique, ont l'impression d'être quelque peu les laissés-pour-compte de leur gouvernement. Ils semblent partager ce sentiment d'aliénation.

Les gens de la Colombie-Britannique avec lesquels je me suis entretenu et qui ont visité le Québec plus d'une fois m'ont parlé de l'histoire du Québec et m'ont fait comprendre que le Québec est peuplé de six millions de francophones entourés d'une mer forte de 207 millions d'anglophones. Dans ces conditions, ils ont peut-être raison d'être un peu paranoïaques quant il s'agit de leur culture et de leur langue.

Les habitants de la Colombie-Britannique qui ont visité le Québec s'opposent néanmoins à cette loi qui interdit l'affichage en anglais à l'extérieur des établissements. Les gens me disent qu'il faudrait nous comprendre davantage. Les habitants de la Colombie-Britannique se sentent délaissés, tout comme bon nombre d'autres Canadiens, y compris les Québécois. Dans bien des cas, ils ne sont pas vraiment abandonnés, mais l'important, c'est qu'ils ont l'impression de l'être.

Il y a souvent tout un monde entre la perception et la réalité. Les gens veulent avoir l'impression qu'ils sont partie prenante, qu'ils font partie d'un tout. Ils veulent être entendus. Ils veulent que l'on donne suite à leurs suggestions.

Ils doivent se sentir sur un pied d'égalité avec les Canadiens des autres provinces. Pour ce faire, il faut que les Canadiens se comprennent mutuellement. Sous le coup de la colère, plusieurs me disent de laisser partir ce groupe-ci ou ce groupe-là si ça lui chante, mais quand ils ont pesé le pour et le contre, ils reconnaissent que leurs propos sont dictés par la frustration et qu'au fond, ils souhaitent un Canada uni où chacun a sa place.

La Constitution

Mes parents viennent de Shawville, au Québec, et se sont installés dans les Prairies, dans le sud de la Saskatchewan, où je suis né. Je vis dans la vallée du Fraser, en Colombie-Britannique, et je suis fier de servir mon pays ici, à la Chambre des communes.

Je suis un Canadien et je peux vous dire que mes électeurs et moi avons beaucoup de choses en commun. Nous sommes fiers d'être canadiens et nous sommes profondément attachés à notre pays. Nous croyons en l'équité et en la justice et nous voulons bien faire des compromis si tout le monde y gagne.

Nous savons qu'il faudra faire certains compromis pour garder uni un pays aussi vaste et aussi divers que le Canada. À l'instar des Canadiens des autres régions du pays, nous, de la vallée du Fraser, voulons participer au processus.

Pour finir, je tiens à vous citer une lettre que j'ai reçue récemment d'un électeur qui signe simplement John. Voici: «Mon plus grand espoir, c'est que les Canadiens se choisissent des dirigeants qui sachent distinguer les bonnes propositions des mauvaises et qui sachent agir en conséquence, des dirigeants qui sachent défendre ce qu'ils croient juste. Je crois que, une fois cette ronde de consultations terminée, nous formerons ce groupe de dirigeants qui sauront effectivement distinguer les bonnes propositions des mauvaises et agir en conséquence, et veuille le ciel que nous en arrivions tous à une entente pour le bien de notre pays.»

Mme Christine Stewart (Northumberland): Monsieur le Président, je suis très heureuse que les députés aient l'occasion, comme nous l'avons nous-mêmes ce soir, d'exposer à la Chambre ce que leurs électeurs ont à dire au sujet des questions constitutionnelles dont nous sommes actuellement saisis.

Tous les électeurs de Northumberland, ma circonscription, m'ont fait savoir que, pour leur part, ce qui importe le plus aujourd'hui au Canada, c'est de relancer l'économie, de donner du travail à tous les chômeurs, de former ceux qui ont besoin de nouvelles compétences et d'apprendre à lire et à écrire aux Canadiens qui sont analphabètes. Beaucoup de mes électeurs m'ont parlé de la question de la Constitution et m'ont dit à quel point elle leur tient aussi à coeur.

Beaucoup reconnaissent que, même si la situation économique est aujourd'hui prioritaire au Canada, il ne saurait y avoir de véritable relance économique tant que nous ne serons pas sortis de l'impasse constitutionnelle actuelle.